

Inter-réseaux Développement rural

BULLETIN DE VEILLE

N°202. 27 septembre 2012

Veuillez trouver ci-dessous un nouveau bulletin de veille sur le développement rural.

N'hésitez pas à réagir par retour de mail à l'une ou l'autre de ces références, ce bulletin de veille est aussi l'occasion d'engager le débat au sein d'Inter-réseaux.

Vous pouvez également consulter ce bulletin sur le site web d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org

Bonne lecture !

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural

Sommaire

Enjeux politiques

- Déclaration du NEPAD sur les moyens de favoriser la croissance agricole dans un contexte instable
- Bulletin d'ECDFM : CAADP and Food Security (24 p)
- Presse : « Business meeting » du PNIA en Côte d'Ivoire
- Les pays ACP face à la volatilité des prix alimentaires : une note politique du CTA – 4 p.
- Rapport OCDE : suivi évaluation 2012 des politiques agricoles des pays OCDE
- Compte rendu d'un atelier de NANTS : bilan des engagements de Maputo sur l'agriculture nigériane (40p.)
- Etude INRA : "Food sovereignty and agricultural trade policy commitments: How much leeway do West African nations have?" (33p.)
- Article ICTSD : La date butoir pour la mise en œuvre des APE intérimaires pourrait être prolongée de 2014 à 2016
- Communiqué de GRAIN : des OSC « choquées » par les déclarations de la FAO sur le secteur privé

Enjeux de sécurité alimentaire

- Bulletin Aghrymet : suivi de la campagne agropastorale en Afrique de l'Ouest (8p.)

Enjeux économiques

- Note du RECA Niger : la recherche insiste depuis 40 ans sur l'importance du phosphate (5p.)
- Power point MSU : deux diaporamas sur la volatilité des prix
- Bulletin du Hub Rural : Revue des mécanismes de financement n°1 (4p.)
- Note du CTA : Gaspillage : occasions manquées dans le combat pour accroître la sécurité alimentaire (4p.)

Enjeux fonciers

- Note du RECA Niger : Un aménagement de bassin versant (Youri) (10 p.)
- Communiqué de l'IRD : La dégradation anthropique des sols amplifie les inondations du fleuve Niger à Niamey
- Dossier d'AGTER : La politique foncière rurale en France après la seconde guerre mondiale
- Rapport d'Oxfam : il faut que l'Europe abandonne sa politique de soutien aux agrocarburants (39p.)
- Rapport de Coordination Sud : garantir l'accès à l'eau aux agricultures familiales du Sud (65p.)

Enjeux environnementaux

- Article de Rural 21 : présentation d'une nouvelle approche, la « climate smart agriculture »

Bulletins

- Nouveau numéro de Spore

Enjeux politiques

Déclaration « musclée » du NEPAD : il faut sortir du « business as usual » !

NEPAD, septembre 2012

Cette déclaration du NEPAD plaide pour que « les pays africains ne se placent pas dans une perspective de dépendance vis à vis des approvisionnements extérieurs qui deviennent de plus en plus instables ». Pour le NEPAD, « l'augmentation des rendements reste la pierre angulaire de la stratégie de croissance de la production ». Il encourage ainsi « l'acquisition d'engrais et l'accès aux autres intrants agricoles grâce à des subventions intelligentes (smart subsidies) si les marchés ne fonctionnent pas assez bien ». Mais surtout, « le monde et notre continent ont besoin de solutions fondées sur une approche nouvelle de l'aide au développement : la coordination à tout prix peut être paralysante et contre-productive. [...] Il ne faut plus attendre un accord global pour sauver des populations de la faim ». « Il faut donc, pour redynamiser nos agricultures déployer des méthodes et moyens qui ont eu du succès dans le domaine de la santé. [...] C'est ce que nous demandons pour le financement d'un fonds de subvention aux engrais, en partenariat avec les firmes qui s'engagent pour un partage de la charge mais aussi des bénéfices. » « Il convient de sortir du « business as usual » et accepter que la mise en place de mesures préventives ambitieuses restera toujours moins coûteuse que la gestion des crises a posteriori. [...] Le prix de l'inaction est toujours plus élevé que celui de l'innovation. »

En français :

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/declaration-nepad-ua-sur-les>

En anglais :

<http://www.nepad.org/fr/node/2816> 

Bulletin d'ECDPM : CAADP and Food Security

GREAT Insights vol. 1, issue 7, ECDPM, septembre 2012, 24p.

Le think tank européen ECDPM consacre son numéro de "Great insights" à la thématique du « PDDAA et de la sécurité alimentaire ». Au sommaire de ce numéro :

- une interview de Martin Bwalya du NEPAD ;
- le PDDAA en un mot (Dolly Afun Ogidan, ECDPM) ;
- action commune pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (David Nabarro, Nations Unis) ;
- la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est (Scott Allen, TMEA) ;
- le point de vue d'un bailleur sur le PDDAA (M. Calon et H. Blom, Ministère des Affaires étrangères néerlandais) ;
- les priorités en termes d'investissement dans le PDDAA (M. Mugoya, EAFF) ;
- la recherche agricole en Afrique (K. Ulmer, APRODEV) ;
- les défis et l'énorme potentiel pour la technologie des portables dans l'agriculture africaine (S. Bartlett, Esoko) ;
- la sécurité alimentaire en Afrique (R. Saner, C. Tsai et L. Yiu, CSEND) ;
- la coopération Sud Sud entre le Brésil et l'Afrique (M. Farani et P.A. Arraes, Agence de coopération brésilienne) ;
- Se préparer au décollage (D. Afun-Ogidan, ECDPM).

[http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B89615788FCE1B91C1257A8000441595/\\$FILE/GREAT1-7final.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B89615788FCE1B91C1257A8000441595/$FILE/GREAT1-7final.pdf) 

Presse : « Business meeting » du PNIA en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a organisé les 12 et 13 septembre 2012 une table ronde de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole (PNIA) et la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire. Le pays a décidé de mobiliser 2 000 milliards de FCFA (3,9 milliards de dollars) au secteur agricole d'ici à 2015. Ses ressources proviendront d'investisseurs privés, d'appuis budgétaires et de ressources internes de l'Etat.

Plusieurs articles de presse relatent cet événement.

Côte d'Ivoire : quatre milliards de dollars pour l'agriculture (*Jeune Afrique, 13 septembre 2012*) :

<http://economie.jeuneafrique.com/regions/afrique-subsaharienne/12598-cote-divoire-quatre-milliards-de-dollars-pour-lagriculture.html>

Table ronde sur le financement du Programme National d'Investissement Agricole PNIA) et de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (*Abidjan.net, 17 septembre 2012*)

<http://news.abidjan.net/h/441012.html>

Table ronde sur le PNIA : L'Etat obtient un financement 2040,50 (Abidjan.net, 14 septembre 2012)

<http://news.abidjan.net/h/440826.html>

Programme national d'investissement agricole (PNIA) : La Côte d'Ivoire mobilise 2002 milliards FCFA (Abidjan.net, 13 septembre 2012)

<http://news.abidjan.net/h/440734.html>

Mise en œuvre du PNIA: Une table ronde pour mobiliser des ressources (Abidjan.net, 12 septembre 2012)

<http://news.abidjan.net/h/440691.html>

Rapport OCDE : suivi évaluation 2012 des politiques agricoles des pays OCDE

OCDE septembre 2012

Ces rapports annuels de l'OCDE font le point sur les politiques agricoles (ils existent aussi sur des pays non membres de l'OCDE). Ce rapport révèle que les niveaux de soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE n'ont jamais été si bas. Ceci est davantage dû à la hausse des prix globaux qu'à une politique de baisse intentionnelle. Peu d'efforts sont notés en termes environnementaux.

Pour lire le rapport de l'OCDE :

<http://www.oecd.org/fr/presse/agriculture/le-niveau-augmentant-du-soutien-a-l-agriculture-n-est-encore-que-le-demi-de-ce-qui-est-constate-en-2011>

Compte rendu d'un atelier multi-acteurs : bilan des engagements de Maputo sur l'agriculture nigériane

NANTS, septembre 2012, 40p.

En 2003 au Mozambique, les chefs d'Etats africains s'engageaient à allouer 10% de leurs ressources publiques au développement de l'agriculture. Une dizaine d'années après, on observe qu'un pays aussi important dans la sous-région que le Nigéria n'alloue pas plus de 2% de son budget à l'agriculture. Ce fossé entre la réalité et les engagements a amené NANTS, une association nigériane, à organiser une rencontre sur ce thème avec plusieurs partenaires dont le Roppa, la Cedeao et d'autres.

[http://www.inter-](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Report_of_the_Africa_Maputo_Declaration_Dialogue_organised_by_NANTS.pdf)

[reseaux.org/IMG/pdf/Report_of_the_Africa_Maputo_Declaration_Dialogue_organised_by_NANTS.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Report_of_the_Africa_Maputo_Declaration_Dialogue_organised_by_NANTS.pdf) 

Etude INRA : "Food sovereignty and agricultural trade policy commitments: How much leeway do West African nations have?"

C. Laroche Dupraz, A. Postolle, INRA, août 2011, 33p.

Selon les défenseurs du concept de souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire d'un pays ne peut être durablement assurée via les importations, mais doit au contraire reposer sur la production domestique. L'objectif de cet article est d'examiner dans quelle mesure les pays ouest africains peuvent mettre en pratique les principes de la souveraineté alimentaire compte tenu des engagements commerciaux internationaux et des contraintes auxquels ils sont soumis. Les résultats suggèrent qu'il existe peu de freins extérieurs au développement de politiques de souveraineté alimentaire : les pays ouest africains ont encore des marges de manœuvre non utilisées pour protéger leur agriculture sans craindre de sortir du cadre de l'OMC, des Accords de Partenariat Economique et des recommandations des organisations financières internationales. Plus que l'environnement international, il semble bien que les États ouest africains eux-mêmes peinent à trouver un consensus politique national en faveur du soutien au développement de l'agriculture et des populations rurales.

http://hal-agrocampus-ouest.archives-ouvertes.fr/docs/00/72/82/94/PDF/WP_SMART-LERECO_11-03.pdf 

Article ICTSD : La date butoir pour la mise en œuvre des APE intérimaires pourrait être prolongée de 2014 à 2016

ICTSD, 19 septembre 2012

Cet article de ICTSD nous révèle que les députés du Parlement européen ont décidé mi septembre de prolonger de 2014 à 2016 la date butoir fixée par la Commission européenne pour retirer les préférences commerciales aux pays ACP qui ont signé un APE intérimaire mais ne l'auront pas ratifié à cette date. Les auteurs considèrent ces deux années de plus comme un ballon d'oxygène pour les régions ACP. Toutefois ce vote du Parlement européen n'est pas la dernière étape pour le report du délai de 2014 à 2016. Les États membres de l'Union européenne devraient intervenir à travers le Conseil européen pour donner leur avis sur la résolution.

<http://ictsd.org/i/news/passerelessynthese/145148/>

Communiqué : des OSC « choquées » par les déclarations de la FAO sur le secteur privé

GRAIN, septembre 2012

Des organisations sociales se disent choquées et offensées par un article du Journal de Wall Street écrit par le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement appelant les gouvernements et sociétés à adopter le secteur privé comme moteur principal de la production alimentaire globale. Dans une déclaration conjointe, les auteurs s'alarment du fait que la FAO abandonne sa mission et mette en l'avant l'accaparement des terres ainsi que la « destruction de l'agriculture paysanne par les industries agroalimentaires ».

<http://www.grain.org/article/entries/4573-pourquoi-la-fao-et-la-berd-promeuvent-ils-la-destruction-de-l-agriculture-paysanne-et-familiale>

Enjeux de sécurité alimentaire

Bulletin Aghrymet : suivi de la campagne agropastorale en Afrique de l'Ouest

N°6, Aghrymet, août 2012, 8p.

Le centre régional Aghrymet fournit une analyse mensuelle des conditions agro-climatiques et du déroulement de la campagne agropastorale. Le mois d'août 2012 a été caractérisé par une poursuite des pluies abondantes par endroits dans le Sahel et par des niveaux des cours d'eaux élevés malgré un début de retrait des eaux des terres inondées. De bonnes perspectives de récolte se dessinent dans l'ensemble des pays du CILSS. Toutefois, les conditions hydriques sont toujours favorables au développement et à la reproduction du criquet pèlerin.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/bulletin_aout2012.pdf

Enjeux économiques

Note du RECA Niger : la recherche insiste depuis 40 ans sur l'importance du phosphate

RECA Niger, 23 septembre 2012, 5p.

Cette note du RECA Niger rappelle l'importance d'investir dans la fertilisation des terres pour améliorer la productivité des cultures pluviales. Environ 80 % des sols tropicaux sont carencés en phosphore, ce qui constitue une contrainte majeure pour la production agricole. De 1965 à 2007, au Niger, comme dans les autres pays du Sahel, des travaux de recherche ont été menés sur les possibilités d'emploi des phosphates naturels locaux. Les chercheurs ont pu noter que l'utilisation combinée de NPK triple 15 et du phosphate naturel de Tahoua (PNT) permet d'obtenir des rendements de mil et de niébé 2 à 3 fois plus élevés. Le Niger dispose de deux gisements de phosphates naturels. Malgré ces résultats probants obtenus par la recherche, il reste difficile aujourd'hui de se procurer du phosphate naturel de Tahoua ou d'autres engrais phosphatés, en dehors du NPK triple 15.

<http://www.reca-niger.org/spip.php?article514>

Power point MSU : deux diaporamas sur la volatilité des prix

MSU, septembre 2012

Ces deux diaporamas de MSU se consacrent à la problématique de la volatilité des prix agricoles. Le premier s'intéresse aux causes et conséquences de la volatilité des prix agricoles au niveau mondial. Le second diaporama se penche sur la question des politiques pour gérer la volatilité des prix des denrées agricoles de base en Afrique de l'Ouest. Après avoir rappelé la nature de la volatilité des prix des denrées de base en Afrique de l'Ouest, la présentation s'intéresse aux impacts (qui est affecté ?) et aux causes de cette volatilité. Sont ensuite analysées les politiques pour réduire cette volatilité des prix.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/deux-diaporamas-de-msu-sur-la> 

Bulletin du Hub Rural : Revue des mécanismes de financement n°1 (juin 2012)*Hub Rural, septembre 2012, 4p.*

Le Hub rural lance un bulletin consacré aux mécanismes de financement en Afrique de l'Ouest. Il ouvre ce premier numéro par une présentation de la BIDC, institution qui hébergera le Fonds de développement agricole, ayant pour vocation de financer le Programme Régional d'Investissement Agricole de la Cedeao.

http://www.hubrural.org/IMG/pdf/revue_mecanismes_finance_01.pdf

Gaspiillage : occasions manquées dans le combat pour accroître la sécurité alimentaire*Note politique n°7, CTA, septembre 2012, 4 p.*

Cette note rend compte des discussions d'un récent briefing organisé par le CTA sur une question ignorée dans le débat sur la sécurité alimentaire : « Lutter contre le gaspiillage alimentaire en temps de crise ». On estime qu'un tiers des aliments produits pour la consommation humaine dans le monde est jeté ou gaspillé. Cela représente 1,3 milliard de tonnes, soit presque mille milliards de dollars US. La quantité de nourriture jetée dans les pays industrialisés correspond à la production totale de l'Afrique sub-saharienne. Dans les pays en développement, 65 % des pertes ont lieu lors de la production, de la transformation ou après les récoltes. Dans les pays industrialisés, le gaspiillage alimentaire est observé au stade de la consommation. Pour lutter contre les pertes alimentaires, des technologies post-récoltes et de transformation peuvent être mises à la disposition des producteurs. La lutte contre le gaspiillage passe aussi par la législation. Enfin, il convient d'impliquer le secteur privé, en particulier les supermarchés, et de sensibiliser les consommateurs concernant le gaspiillage inutile.

http://publications.cta.int/media/publications/downloads/PB007F_PDF.pdf

Enjeux fonciers**Note du RECA Niger : Un aménagement de bassin versant (Youri)***RECA Niger, 20 septembre 2012, 10 p.*

Plusieurs initiatives d'aménagement ou de « traitement » des bassins versants ont été réalisées dans la zone du bassin versant et du kori de Youri, au Niger : réalisation d'ouvrages de lutte contre l'érosion (banquettes, tranchées, diguettes, gabions) et plantation d'arbres pour reboiser et de plantes pour enherber les sols. Cinq ans après la réalisation de ces aménagements, quels enseignements peut-on en tirer ? Des éléments de réponse dans cette note du RECA Niger, illustrée de photos.

<http://www.reca-niger.org/spip.php?article513>

Communiqué de l'IRD : La dégradation anthropique des sols amplifie les inondations du fleuve Niger à Niamey*IRD, 14 septembre 2012*

Le fleuve Niger connaît, depuis le début du mois d'août 2012, une crue exceptionnelle dans le secteur du Niger moyen, provoquant de fortes inondations dans la région de Niamey. Cet article de l'IRD présente les résultats d'une étude qui montre que l'encroûtement des sols consécutif à la pression anthropique serait responsable de l'augmentation des crues du fleuve Niger. L'accroissement démographique au Niger depuis les années 1950 (passant de 3,2 millions de personnes en 1960 à 15,5 millions en 2010) a eu des impacts sur l'utilisation des sols (extension des cultures, diminution des périodes de jachère), engendrant un fort encroûtement des surfaces, qui favorise le ruissellement et les inondations. A travers ces résultats, les chercheurs souhaitent alerter les autorités publiques sur les effets néfastes de la culture intensive et du défrichement sur le régime hydrologique du fleuve Niger et sur l'appauvrissement des sols.

<http://www.ird.fr/toute-l-actualite/actualites/communiques-et-dossiers-de-presse/la-degradation-anthropique-des-sols-amplifie-les-inondations-du-fleuve-niger-a-niamey/%28language%29/fre-FR>

Dossier : La politique foncière rurale en France après la seconde guerre mondiale

AGTER, septembre 2012

Ce dossier élaboré d'AGTER se propose de présenter les mesures les plus significatives et les instruments originaux qui ont été conçus dans le cadre de la politique foncière rurale appliquée en France après 1945, ainsi que ses acteurs les plus emblématiques. Sans prétendre à l'exhaustivité, il se concentre volontairement sur les mesures en faveur de la mise en valeur productive des espaces ruraux par l'agriculture et sur les questions d'accès et de répartition du foncier agricole. Parmi les articles proposés :

- Les lois de modernisation de l'agriculture de 1960 et 1962, à l'origine de la politique foncière actuelle ;
- Le syndicalisme agricole et son rôle dans la mise en place de la politique agricole ;
- La SAFER, un mécanisme original de régulation des marchés fonciers par les organisations paysannes et l'Etat ;
- Les Sociétés Civiles Immobilières (SCI) et les Groupements Fonciers Agricoles (GFA) ;
- Les associations foncières pastorales (AFP) ;
- Allons-nous vers la fin de la prédominance de l'exploitation agricole familiale en France ?

http://www.agter.asso.fr/rubrique151_fr.html

Rapport d'Oxfam : il faut que l'Europe abandonne sa politique de soutien aux agrocarburants

Oxfam International, septembre 2012, 39 p.

L'Union Européenne a intégré dans sa stratégie de lutte contre le changement climatique l'utilisation d'agrocarburants. L'objectif pour 2020 est que 10 % de l'énergie consacrée au secteur des transports en soient issus. Or, cette politique a des nombreux aspects troubles, qui semblent passer inaperçus aux yeux des décideurs européens. Le rapport montre que cette politique fait grimper les prix alimentaires mondiaux et alimente le phénomène d'accaparements des terres dans les pays du Sud. De plus, si l'on prend en compte la déforestation nécessaire à la mise en culture des nouveaux terrains, la réduction de la biodiversité suite à l'implantation des monocultures et les émissions liées à leur production, la majorité des agrocarburants utilisés aujourd'hui en Europe ont davantage d'effets négatifs sur l'environnement que les carburants fossiles. Cependant, selon une autre étude d'Oxfam, la production d'agrocarburants peut bénéficier aux populations pauvres si elle est réalisée correctement.

http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/Oxfam_Semences_Faim_Agrocarburants_UE_Sept2012.pdf

Rapport de Coordination Sud : garantir l'accès à l'eau aux agricultures familiales du Sud

C2A, Coordination Sud, juillet 2012, 65 p.

On parle beaucoup de l'accaparement des terres. L'eau agricole est également de plus en plus accaparée par des acteurs économiques au mépris des droits historiques des agricultures familiales, souvent politiquement plus faibles et moins organisés. Ce rapport de Coordination Sud, en se basant sur des études de cas, rappelle cet aspect des accaparements et alerte sur l'importance d'une réglementation pour protéger l'accès à l'eau des paysans.

<http://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/justice-eau-lecture.pdf>

Enjeux environnementaux

Article de Rural 21 : présentation d'une nouvelle approche, la « climate smart agriculture »

Rural21, septembre 2012

Cet article rédigé par un spécialiste de la Banque Mondiale plaide pour l'adoption et la promotion d'une nouvelle approche intégrant la question du changement climatique. Selon l'auteur, cette approche, orientée vers des technologies plus résistantes et plus durables devrait orienter les politiques publiques d'aujourd'hui.

<http://www.rural21.com/nc/francais/news/detail/article/agriculture-intelligente-face-au-changement-climatique-une-strategie-de-lutte-contre-linsecur/>

Bulletins

Nouveau numéro de Spore

N°160, CTA, septembre-octobre 2012

Au sommaire de ce nouveau numéro de Spore : le pastoralisme à la une, un dossier sur le cacao (point de vue d'un chocolatier et reportage à la Grenade), une interview de Yamar Mbodj (Hub Rural) sur l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et un article sur la filière « tilapias ».

http://spore.cta.int/index.php?id_publication=33&lang=fr

Bulletin de veille réalisé par l'équipe d'Inter-réseaux.

Remerciements au réseau des veilleurs en ligne.

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager :

Écrivez nous à veille@interreseaux.org

Vous êtes plus de 8 000 abonnés à nous lire !

Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet.

Retrouvez l'ensemble des bulletins de veille parus à : <http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/>

Pour inscrire un ami ou un collègue, allez à : <http://www.inter-reseaux.org/spip.php?page=sinscrire>

Réalisé avec le soutien de :

